



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/23643  
25 février 1992  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

**NOTE DU SECRETAIRE GENERAL**

Le Secrétaire général a l'honneur de se référer à la déclaration faite le 19 février 1992 par le Président du Conseil de sécurité (S/23609) concernant l'envoi en Iraq d'une mission spéciale dirigée par le Président exécutif de la Commission spéciale créée par la résolution 687 (1991) du Conseil "pour des pourparlers au plus haut niveau avec le Gouvernement iraquien en vue d'obtenir de l'Iraq qu'il convienne inconditionnellement de s'acquitter des obligations pertinentes qui lui incombent en vertu des résolutions 687 (1991), 707 (1991), et 715 (1991)".

A cet égard, le Secrétaire général communique ci-après la lettre et les pièces jointes que l'Ambassadeur Rolf Ekéus, Président exécutif de la Commission spéciale, lui a adressées le 25 février 1992 à l'issue de sa mission en Iraq.

260292

ANNEXE

Lettre datée du 25 février 1992, adressée au Secrétaire général  
par le Président exécutif de la Commission spéciale

J'ai l'honneur de me référer à la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 19 février 1992 (S/23609), dans laquelle le Conseil a appuyé votre décision de dépêcher immédiatement en Iraq une mission spéciale dirigée par le Président exécutif de la Commission spéciale pour des pourparlers au plus haut niveau avec le Gouvernement iraquien en vue d'obtenir de l'Iraq qu'il convienne inconditionnellement de s'acquitter des obligations pertinentes qui lui incombent en vertu des résolutions 687 (1991), 707 (1991) et 715 (1991). Comme vous étiez prié de faire rapport au Conseil de sécurité sur les résultats de la mission spéciale, je vous présente ci-joint mon rapport sur le déroulement et le résultat de cette mission.

Le Président exécutif de  
la Commission spéciale

(Signé) Rolf EKEUS

PIECE JOINTE

Rapport adressé au Secrétaire général par le Président  
exécutif de la Commission spéciale créée en application  
du paragraphe 9 b) i) de la résolution 687 (1991) du  
Conseil de sécurité

A. Introduction

1. Après que le Conseil de sécurité a examiné un rapport du Secrétaire général (S/23606), le Président du Conseil a fait, le 19 février 1992, au nom des membres du Conseil une déclaration (S/23609), en ce qui concerne la question intitulée "La situation entre l'Iraq et le Koweït". Dans cette déclaration, les membres du Conseil ont appuyé la décision du Secrétaire général de dépêcher immédiatement en Iraq une mission spéciale dirigée par le Président exécutif de la Commission spéciale pour des pourparlers au plus haut niveau avec le Gouvernement iraquien en vue d'obtenir de l'Iraq qu'il convienne inconditionnellement de s'acquitter des obligations pertinentes qui lui incombent en vertu des résolutions 687 (1991), 707 (1991) et 715 (1991).
2. Le 19 février 1992, immédiatement après la publication de cette déclaration, le Président exécutif est parti pour Bagdad. Il était accompagné des membres suivants du secrétariat de la Commission spéciale : M. John F. Scott, M. Stefan Noreén, M. Martin Trevan et Mme Olivia Platon.
3. La mission spéciale est arrivée à Bagdad le 21 février 1992. Elle y est restée du 21 au 24 février, et le Président exécutif et les membres de son équipe ont tenu quatre réunions avec de hauts responsables du Gouvernement iraquien, comme suit :

Date et heure

Représentation iraquienne

(Principaux membres de la délégation)

21 février 1992

19 heures-22 heures

S. E. M. Mohammed Sa'eed Al-Sahhaf,  
Ministre d'Etat aux affaires étrangères

Général Amer Rasheed Al-Ubeidi,  
Vice-Président de la Société  
industrielle militaire

M. Human Abdul Khaliq, Président de la  
Commission iraquienne de l'énergie  
atomique

M. Wissam Al-Zahawi, conseiller du  
Ministre des affaires étrangères

/...

M. Sa'eed Al-Musawi, Directeur de la section du désarmement, Ministère des affaires étrangères

M. Saadoun Al-Zubeidi, chef du Département de la recherche du Ministère des affaires étrangères

22 février 1992

Midi-14 heures

S. E. M. Tariq Aziz, Premier Ministre adjoint

S. E. M. Ahmed Hussein, Ministre des affaires étrangères

S. E. M. Mohammed Sa'eed Al-Sahhaf

Général Amer Rasheed Al-Ubeidi

M. Human Abdul Khaliq

M. Riyadh Al-Qaysi, chef du Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères

M. Sa'eed Al-Musawi

M. Saadoun Al-Zubeidi

19 heures-21 h 45

S. E. M. Mohammed Sa'eed Al-Sahhaf

Général Amer Rasheed Al-Ubeidi

M. Human Abdul Khaliq

M. Riyadh Al-Qaysi

M. Sa'eed Al-Musawi

M. Saadoun Al-Zubeidi

23 février 1992

18 h 30-21 h 10

Mêmes participants que ci-dessus

4. Lors de la réunion tenue avec le Premier Ministre adjoint, le 22 février, il a été convenu que, pour préciser leurs positions respectives, les deux parties prépareraient et échangeraient des déclarations écrites. La déclaration du Président exécutif a été remise à la délégation iraquienne à la seconde réunion tenue le même jour. Le Président exécutif a reçu la

/...

déclaration de l'Iraq le lendemain après-midi. Le texte de la déclaration du Président exécutif figure à l'appendice I et celui de la déclaration du Gouvernement iraquien à l'appendice II.

5. Le 24 février 1992, la mission spéciale a quitté Bagdad pour Bahreïn, où le Président exécutif a rédigé le présent rapport à l'intention du Secrétaire général, concernant le résultat de ses entretiens avec les plus hautes autorités irakiennes.

## **B. Arguments avancés au cours de la discussion**

### **1. La mission spéciale**

#### **Mandat et objectifs**

6. Le Président exécutif a exposé à la partie iraquienne les raisons de la constitution de la mission spéciale ainsi que le mandat de celle-ci. Il a cité notamment :

a) La déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité à l'issue de la réunion tenue le 31 janvier 1992, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, dans laquelle il était dit que toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité concernant l'Iraq devaient être intégralement mises en oeuvre;

b) Le rapport du 18 février 1992, présenté au Conseil de sécurité par le Secrétaire général comme suite à la déclaration susmentionnée. Il en ressortait que la Commission spéciale ne pouvait pas appliquer les plans de contrôle et de vérification continus si l'Iraq ne reconnaissait pas pleinement ses obligations et ne fournissait pas un état complet et définitif de ses programmes de développement d'armes de destruction massive, conformément à la résolution 707 (1991) du Conseil de sécurité. Le rapport soulignait également les problèmes qui se posaient à la Commission spéciale en matière de transport aérien à l'intérieur de l'Iraq;

c) La déclaration faite le 19 février 1992 par le Président du Conseil de sécurité.

7. Le Président exécutif a souligné notamment les éléments suivants :

a) Des progrès avaient été réalisés, mais il restait beaucoup à faire pour appliquer les résolutions du Conseil;

b) Le Conseil était profondément préoccupé par le fait que l'Iraq n'avait toujours pas reconnu les obligations qui lui incombent en vertu des résolutions 707 (1991) et 715 (1991) et qu'il rejetait les plans de contrôle et de vérification continus; le Conseil considérait que cela constituait une violation permanente et substantielle des dispositions pertinentes de la résolution 687 (1991);

c) La présentation d'un état complet de tous les programmes de développement d'armes ainsi que de preuves documentaires et matérielles, exigée par la résolution 707 (1991), était indispensable pour que l'application de la résolution 715 (1991) puisse progresser;

d) Le contrôle et la vérification continus du respect par l'Iraq de ses obligations faisaient partie intégrante de la résolution 687 (1991);

e) Ces activités de contrôle et de vérification constituaient une étape de la plus haute importance dans la réalisation de l'objectif consistant à établir au Moyen-Orient une zone exempte d'armes de destruction massive et de tous missiles vecteurs;

f) L'une des conditions préalables indispensables à toute reconsidération des sanctions par le Conseil était que l'Iraq convienne inconditionnellement de s'acquitter de ses obligations découlant de toutes les résolutions pertinentes du Conseil;

g) L'objectif de la mission spéciale était d'obtenir que l'Iraq accepte inconditionnellement de s'acquitter de toutes ses obligations découlant des résolutions 687 (1991), 707 (1991) et 715 (1991) du Conseil de sécurité et de souligner les graves conséquences qu'aurait un refus. Entre autres conséquences, la levée des sanctions serait retardée. De plus, l'Iraq serait tenu de détruire davantage de ses installations de production à double fin;

h) La mission spéciale devait, à son retour, faire rapport au Conseil de sécurité par l'intermédiaire du Secrétaire général.

#### Résolutions 687 (1991) et 707 (1991) du Conseil de sécurité

8. Le Président exécutif a déclaré que la Commission spéciale avait besoin que l'Iraq fournisse un état complet et définitif de ses programmes de développement d'armements car, avant de présenter au Conseil des conclusions permettant à celui-ci de prendre la décision prévue au paragraphe 22 de la résolution 687 (1991), elle devait être convaincue que l'Iraq avait bien divulgué tous ses programmes; seulement ce n'était que sur la base d'une telle divulgation qu'il serait possible d'engager un dialogue sur le respect par l'Iraq de ses obligations. Dans ces conditions, la Commission spéciale était prête à donner suite aux propositions irakiennes en vue d'obtenir une vue d'ensemble claire des programmes de développement d'armements.

9. Le Président exécutif a souligné que la Commission spéciale avait le droit d'utiliser ses propres avions et hélicoptères et d'utiliser les aéroports de son choix, comme indiqué en détail dans la résolution 707 (1991) du Conseil de sécurité et dans les plans de contrôle et de vérification continus. La Commission spéciale avait soumis au Gouvernement irakien des

propositions concernant l'utilisation d'installations aéroportuaires récemment mises en service dans la ville de Bagdad, ce qui faciliterait considérablement ses déplacements lorsqu'elle devait entrer en Iraq ou en sortir. La Commission spéciale était prête à examiner avec le Gouvernement des modalités pratiques qui permettraient de tenir compte de ses préoccupations légitimes concernant l'utilisation des aéroports. Le Président exécutif a également rappelé qu'une équipe de destruction d'armes chimiques, qui se trouvait alors en Iraq, avait demandé que l'un des avions C-160 de la Commission atterrisse à l'aéroport d'Al-Tallil à Nasiriyah en vue d'une évacuation médicale d'urgence au cas où il se produirait un accident lors de la destruction d'un nombre considérable de fusées équipées d'armes chimiques à Khamisiyah.

#### Résolution 715 (1991) du Conseil de sécurité

10. Le Président exécutif a fait observer que, si l'Iraq avait l'intention de déclarer qu'il acceptait les résolutions 707 (1991) et 715 (1991), il aurait intérêt à le faire immédiatement, plutôt que lorsqu'une délégation serait envoyée au Conseil de sécurité, en mars 1992.

11. Le Président exécutif a expliqué en détail la genèse des plans de contrôle et de vérification continus et il a clairement fait la distinction entre la destruction des articles identifiés comme étant associés aux programmes relevant de la section C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité et la surveillance de l'industrie qui, si celle-ci se limitait à des objectifs autorisés, ne se solderait pas par des destructions. Si l'Iraq offrait son entière coopération et faisait des déclarations complètes, l'application de la résolution pourrait être relativement indolore et facile. Une première visite permettrait d'établir pour chaque site un protocole, en fonction duquel se dérouleraient ensuite les inspections de contrôle des installations déclarées. Il y aurait des inspections inopinées d'installations non déclarées, mais si les déclarations étaient complètes, ceci ne poserait guère de problèmes. Sans la coopération de l'Iraq, par contre, il serait difficile, voire impossible, à la Commission spéciale de s'acquitter de sa tâche de surveillance. Il ne serait pas suffisant d'identifier tous les sites à surveiller par des survols de U-2 et des inspections sur place.

#### Respect des obligations

12. Le Président exécutif a déclaré que, pour que la Commission spéciale informe le Conseil de sécurité que l'Iraq respecte ses obligations pour l'essentiel, il fallait que l'Iraq s'acquitte de toutes ses obligations, y compris en matière de contrôle et de vérification continus et de destruction de tous les articles. Le Conseil de sécurité serait informé dès que la Commission spéciale et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) seraient convaincues que tout était en bonne voie et que les activités de contrôle et de vérification continus se déroulaient normalement et sans heurts.

## 2. Iraq

### Résolutions 687 et 707 (1991) du Conseil de sécurité

13. La partie iraquienne a dit que l'Iraq avait fourni toutes les informations nécessaires conformément à la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité. Elle reconnaissait que l'Iraq n'avait peut-être pas présenté ses déclarations d'une manière cohérente et elle a proposé qu'il les présente une deuxième fois dans un rapport unique de façon que la Commission puisse se faire une idée plus claire de l'ensemble des programmes. Si la Commission spéciale et l'AIEA continuaient de penser que les informations fournies étaient incomplètes, elles devraient alors poser des questions précises aux experts irakiens.

14. A cette fin, la partie iraquienne a proposé une procédure qui aboutirait à "un séminaire" regroupant les experts irakiens, et ceux de la Commission spéciale et de l'AIEA. Cette procédure suivrait un calendrier déterminé et permettrait de régler "une fois pour toutes" la question du recensement des programmes d'armement de l'Iraq. Ce processus devait aboutir à une déclaration commune signée par les deux parties, à laquelle pourrait être jointe une liste définitive des questions en suspens. Toutefois, l'Iraq devait recevoir l'assurance que cette question serait bien réglée "une fois pour toutes". La partie iraquienne tenait également à ce que ce processus débouche sur un rapport informant le Conseil de sécurité que l'Iraq s'est acquitté de ses obligations, en ce qui concerne la première partie de la tâche de la Commission spéciale (voir par. 19 ci-après).

15. En outre, la partie iraquienne a proposé qu'afin de faciliter l'application de la première partie de la tâche de la Commission spéciale, la Commission dresse une liste définitive de tous les équipements qui devront être détruits.

16. La partie iraquienne n'a pas répondu aux questions de la Commission spéciale concernant son droit d'utiliser ses propres avions et les aéroports irakiens de son choix. Toutefois, il est ressorti clairement de la discussion générale que les préoccupations de l'Iraq dans ce domaine étaient liées à ses préoccupations d'ordre général concernant sa souveraineté, son intégrité territoriale et sa sécurité nationale. A son départ de Bagdad, la mission spéciale a appris que la partie iraquienne avait accepté qu'un avion atterrisse en cas d'urgence à des fins d'évacuation médicale à l'aéroport d'Al-Tallil, pendant la durée du programme de destruction de fusées à charge chimique qui serait exécuté à Khamisiyah. Avant de quitter l'Iraq, le C-160 transportant la mission spéciale a atterri à Al-Tallil, à titre d'essai.

### Résolution 715 (1991) du Conseil de sécurité

17. La partie iraquienne a reconnu qu'aux termes de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, l'Iraq avait l'obligation de permettre que l'on continue de surveiller le respect de son obligation de ne pas acquérir de nouveau les systèmes d'armes détruits en application de la section C de cette résolution. Elle n'avait pas rejeté les deux plans de contrôle et de



vérification continus approuvés en vertu de la résolution 715 (1991) du Conseil de sécurité. Elle avait simplement exprimé sa position sur la résolution 715 (1991). De la même manière, l'Iraq avait exprimé auparavant ses objections à l'égard de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité, mais il l'avait néanmoins acceptée. Pour l'Iraq, les principales difficultés posées par les plans tenaient aux dispositions générales, prévoyant pour une durée indéterminée les privilèges, immunités et facilités à accorder à la Commission spéciale et à l'AIEA qui avaient été convenues dans le cadre des accords de cessez-le-feu et qui portaient atteinte à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à la sécurité nationale et aux capacités industrielles de l'Iraq.

18. Afin d'aider l'Iraq à déterminer comment les plans de contrôle et de vérification continus pouvaient être mis en oeuvre sur le plan pratique d'une façon qui soit acceptable pour les deux parties, la partie iraquienne a proposé que la Commission spéciale fournisse une description détaillée de la façon dont ces plans seraient appliqués.

#### Sanctions et respect des obligations

19. La partie iraquienne a tenu à ce qu'il y ait un lien entre la coopération de l'Iraq avec la Commission spéciale et l'assouplissement ou la levée des sanctions. En outre, une distinction claire devait être faite entre la première partie de la tâche de la Commission spéciale - le recensement et la destruction des systèmes d'armement prévus à la section C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité et le recensement, en vue d'un contrôle continu, des équipements servant à leur production - et la deuxième partie, à savoir les plans de contrôle à long terme, en application de la résolution 715 (1991) du Conseil de sécurité. Selon la partie iraquienne, les sanctions devaient être progressivement réduites à mesure que progressait la mise en oeuvre de la première partie. La deuxième partie ne devait pas être utilisée à perpétuité par ceux qui disposaient du droit de veto comme prétexte pour maintenir les sanctions. Il semblait en effet à la partie iraquienne que, quoique fasse l'Iraq, les sanctions étaient maintenues. Dans ces conditions, elle voyait mal quelle raison aurait l'Iraq de coopérer.

#### C. Conclusions

20. Après avoir étudié attentivement la déclaration écrite des autorités irakiennes (ci-après dénommée "la déclaration") et compte tenu des entretiens qu'il avait eus, le Président exécutif est parvenu avec regret à la conclusion qu'à ce stade, il n'est pas en mesure de dire au Conseil de sécurité qu'il a obtenu des plus hautes autorités irakiennes que l'Iraq accepte inconditionnellement de s'acquitter de toutes les obligations qui lui incombent en vertu des résolutions 687 (1991), 707 (1991) et 715 (1991).

21. Par sa résolution 707 (1991) le Conseil de sécurité exige que l'Iraq fournisse sans plus tarder un état complet et définitif, comme il doit le faire en vertu de la résolution 687 (1991), de tous les aspects de ses programmes de développement d'armes de destruction massive et de missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres, et de tous ses arsenaux

de telles armes, de leurs composantes, des installations de production et de leur emplacement, ainsi que de tous les autres programmes nucléaires. Dans sa déclaration, le Gouvernement iraquien ne s'engage pas à fournir cet état complet et définitif. Au contraire, il estime qu'il a déjà fourni toutes les informations nécessaires qui lui étaient demandées.

22. Toutefois, l'Iraq indique qu'il est disposé à coopérer en fournissant toute information supplémentaire qui serait encore nécessaire et il propose que cela soit effectué à la faveur d'un dialogue avec la Commission spéciale au niveau des experts de façon à clarifier la situation de chacun des programmes concernés. L'Iraq propose qu'aux fins d'un tel dialogue, il établisse "un rapport unique contenant les informations demandées". Dans les entretiens, les autorités iraquiennes ont indiqué qu'il s'agissait de l'information déjà fournie. Le Président exécutif apprécie cette offre de regrouper dans un rapport unique les informations déjà fournies, mais il estime que cela ne saurait constituer l'état complet et définitif demandé par la résolution 707 (1991), qui serait seul de nature à permettre à la Commission spéciale et à l'AIEA de se faire une idée claire et complète de tous les programmes irakiens de fabrication d'armes prohibées.

23. Par exemple, alors même que se déroulaient les entretiens entre la Mission spéciale et les représentants du Gouvernement iraquien, une équipe d'inspection des missiles balistiques a découvert à deux emplacements des articles prohibés qui n'avaient pas été précédemment déclarés. En outre, des aspects majeurs sur lesquels l'Iraq n'a toujours fourni aucune information, ou n'a pas fourni d'informations suffisantes, sont indiqués dans la déclaration écrite que le Président exécutif a remise au Gouvernement iraquien. Or, dans sa déclaration, le Gouvernement iraquien indique qu'il est disposé à fournir une partie mais non pas la totalité de ces informations. Si l'Iraq fournissait des déclarations constituant un état complet et définitif de tous les aspects de ses programmes prohibés, appuyées par des preuves écrites ou matérielles, cet état pourrait servir utilement de base à un dialogue tendant à préciser des points de détail et à combler ainsi d'éventuelles lacunes.

24. Le Président exécutif se félicite de la décision prise par l'Iraq de permettre l'atterrissage de l'avion C-160 de la Commission spéciale à l'aérodrome d'Al-Tallil, à des fins d'évacuation médicale, pendant la durée des opérations de destruction d'armes chimiques à Khamisiyah, mais il note qu'aucun progrès n'a été accompli pendant la visite de la Mission spéciale au sujet de l'utilisation par la Commission spéciale d'un aérodrome mis en service dans les limites de la ville de Bagdad. Les autorités iraquiennes n'ont pas donné immédiatement suite à l'offre faite par le Président exécutif d'étudier les dispositions pratiques qui permettraient de tenir compte des préoccupations légitimes du Gouvernement à cet égard. Etant donné que la résolution 707 (1991) du Conseil et les plans de contrôle et de vérification continus donnent à la Commission spéciale le droit d'utiliser les aéroports de son choix, le Président exécutif continuera à demander au Gouvernement iraquien d'autoriser l'atterrissage à l'aéroport Rasheed. Cela permettrait de réunir les appareils de la Commission - avions et hélicoptères - dans un même aéroport proche de ses locaux à Bagdad, ce qui faciliterait beaucoup sa

tâche. S'il n'obtient pas rapidement une réponse affirmative, le Président exécutif se réserve le droit de soumettre de nouveau cette question à l'attention du Conseil de sécurité.

25. Dans leur déclaration, les autorités iraqiennes indiquent que l'Iraq ne rejette pas les plans de contrôle et de vérification continus approuvés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 715 (1991). Précisant cette idée, l'Iraq indique qu'il n'a accepté que le principe du contrôle et de la vérification continus, et ce, sous réserve de considérations de souveraineté, d'intégrité territoriale, de sécurité nationale et de non-ingérence dans les possibilités industrielles de l'Iraq. Le Président exécutif ne peut pas conclure que, par cette phrase, l'Iraq accepte inconditionnellement de s'acquitter de ses obligations au titre des plans de contrôle et de vérification continus.

26. Dans sa déclaration, l'Iraq indique en outre que "la délégation iraquienne qui sera dépêchée auprès du Conseil de sécurité lui communiquera la position de l'Iraq sur les résolutions 707 (1991) et 715 (1991)". Le Président exécutif n'a donc pas obtenu de l'Iraq qu'il s'engage inconditionnellement à s'acquitter de ses obligations en vertu de ces résolutions, et il n'est pas sûr qu'un tel engagement sera donné au Conseil de sécurité.

27. Faute de cet engagement inconditionnel, la mise en oeuvre et l'application pratique de la résolution 715 (1991) et des plans qui y sont approuvés ne pourront être entreprises de façon crédible. Par contre, si l'Iraq fournissait, sous une forme acceptable par le Conseil, la reconnaissance de ses obligations et la garantie inconditionnelle demandées dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité, il serait possible d'envisager d'appliquer la résolution et de mettre en oeuvre les plans en question.

28. Il resterait pourtant beaucoup à faire. Par exemple, dans le domaine des armes chimiques, des armes biologiques et des missiles balistiques en particulier, la Commission spéciale devra recevoir et vérifier des déclarations répondant aux conditions fixées par elle dans son plan de contrôle et de vérification continus. Ensuite, pour que les opérations de contrôle et de vérification continus puissent être lancées et exécutées avec succès, il faudra la pleine coopération et la bonne volonté du Gouvernement iraquien. Ce n'est que lorsque ces opérations auront été menées à bien, sur la base de déclarations adéquates et de la présentation de rapports périodiques par l'Iraq, que l'application des résolutions du Conseil de sécurité pourra progresser au point que la Commission spéciale et l'AIEA seront en mesure de faire savoir au Conseil qu'à leur avis, l'Iraq s'acquitte, pour l'essentiel, des obligations que lui impose la section C de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.

## Appendice I

### DECLARATION DE LA MISSION SPECIALE

(remise au Gouvernement iraquien, à Bagdad, le 22 février 1992)

#### A. Objectif général

Le Président exécutif a été envoyé par le Secrétaire général et le Conseil de sécurité en vue d'obtenir de l'Iraq qu'il convienne inconditionnellement de s'acquitter de toutes les obligations pertinentes qui lui incombent en vertu des résolutions 687 (1991), 707 (1991) et 715 (1991). Le Conseil s'est fondé sur un rapport (S/23606), dans lequel il était indiqué que le problème le plus grave qui se pose à la Commission spéciale et à l'AIEA était le fait que l'Iraq rejetait les plans de contrôle et de vérification continus que le Conseil avait approuvés, en application du Chapitre VII de la Charte, dans sa résolution 715 (1991).

Les objectifs de la mission seront réalisés si l'Iraq :

- a) Reconnaît les obligations qui lui incombent en vertu de la résolution 715 (1991) et des plans qui y sont approuvés;
- b) S'engage à fournir toutes les informations qu'il n'a pas encore communiquées, alors qu'il est tenu de le faire aux termes des résolutions 687 (1991) et 707 (1991), afin que la Commission spéciale et l'AIEA puissent informer le Conseil de sécurité qu'à leur avis, l'Iraq s'est pour l'essentiel acquitté des obligations qui lui incombent en vertu de la section C de la résolution 687 (1991);
- c) S'engage à respecter les autres obligations qui lui ont été imposées aux termes de la résolution 707 (1991).

#### B. Mesures à prendre

Outre les obligations de caractère général qu'il doit reconnaître ou respecter, l'Iraq doit prendre un certain nombre de mesures concrètes, dont on trouvera une liste non exhaustive ci-après, pour s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des résolutions du Conseil de sécurité.

1. Résolution 715 (1991) et les plans qui y sont approuvés :
  - Déclarations requises au titre des plans;
  - Engagement de coopérer aux fins de l'exécution des plans.
2. Résolutions 707 (1991) et 687 (1991) :
  - Toutes informations nécessaires pour donner une idée d'ensemble précise de chacun des programmes d'armement, y compris son évolution et les liens entre tous les éléments;

/...

- Informations sur les achats destinés à appuyer les programmes, y compris une ventilation détaillée par année de la production et des importations, ainsi que des indications concernant les fournisseurs;
- Des renseignements complets sur l'utilisation de toutes les armes et de leurs composantes afin de permettre l'établissement d'un bilan matières complet;
- Informations détaillées et fiables sur les éléments que l'Iraq a détruits unilatéralement;
- Preuves documentaires et/ou preuves matérielles à l'appui de toutes les déclarations faites par l'Iraq, afin d'en établir la fiabilité;
- Dispositions pratiques permettant à la Commission spéciale d'utiliser les installations - y compris celles servant au fonctionnement et à l'atterrissage des avions et hélicoptères de l'Organisation des Nations Unies - qui permettent le mieux à la Commission de remplir sa mission.

## Appendice II

### DECLARATION DU GOUVERNEMENT IRAQUIEN

(communiquée à la mission spéciale à Bagdad le 23 février 1992)

#### Position générale

1. L'Iraq réaffirme qu'il est disposé à coopérer de manière constructive avec la mission dirigée par l'Ambassadeur Ekéus et met l'accent sur les points suivants :

a) L'Iraq estime qu'il a fourni toutes les informations nécessaires qui lui ont été demandées;

b) L'Iraq est prêt à coopérer en donnant toute information supplémentaire jugée nécessaire;

c) La meilleure méthode pour concrétiser cette dernière proposition est d'instaurer avec la Commission spéciale un dialogue au niveau des experts afin de préciser la situation pour chaque programme et d'aboutir à des conclusions précises, s'agissant en particulier de modifier, dans les délais déterminés, l'équipement en vue de son utilisation à des fins non prohibées.

2. Une fois ce travail accompli dans les délais prévus, la Commission spéciale et l'AIEA devront informer le Conseil de sécurité qu'à leur avis, l'Iraq s'est acquitté des obligations qui lui ont été imposées par la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité et que l'Iraq demande au Conseil de sécurité d'apprécier à leur juste valeur les progrès déjà réalisés et d'en tenir compte dans sa position sur les sanctions, en vue de lever celles-ci.

3. L'Iraq tient à ce que la position de la Commission spéciale sur la première étape (destruction des armements et recensement des équipements servant à leur production) soit claire, en raison du lien qui existe avec la position sur la question des sanctions. Il tient également à ce que la Commission présente au Conseil de sécurité un rapport précis et objectif sur cette question.

#### Mesures proposées

L'Iraq propose que ses experts soient invités

1. A présenter un rapport unique contenant les informations demandées à l'Iraq et à répondre aux questions s'y rapportant.

2. A répondre à toute question que la Commission spéciale leur poserait à ce sujet.

3. A permettre l'établissement d'un bilan matières complet sur les armements et leurs composants.

/...

4. A présenter des informations détaillées et fiables sur les éléments que l'Iraq a détruits unilatéralement.
5. A présenter toutes les preuves disponibles, en réponse à des demandes précises, à l'appui des déclarations faites à ce sujet par l'Iraq.
6. A discuter l'ampleur des destructions proposées par la Commission spéciale de façon à reconvertir les installations, équipements, produits et composants de manière irréversible à des fins civiles précises non prohibées.

Plans de contrôle et de vérification continus

1. L'Iraq ne rejette pas les plans de contrôle et de vérification continus. En acceptant la résolution 687 (1991), l'Iraq a accepté par là même le principe selon lequel le Conseil de sécurité doit pouvoir déterminer et vérifier que l'activité de l'industrie iraquienne est conforme à ce qu'a prescrit le Conseil de sécurité relativement à l'arrêt de la production d'armes prohibées. A cet égard, l'Iraq peut s'entendre avec le Conseil de sécurité et avec la Commission spéciale sur la base du respect de la souveraineté et des impératifs de la sécurité nationale, de même que s'ils s'abstiennent de recourir à la provocation et de contrecarrer les possibilités industrielles de l'Iraq, qui seront consacrées à des fins pacifiques ou aux fins militaires qui ne sont pas interdites par la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité.
2. La délégation iraquienne qui sera dépêchée auprès du Conseil de sécurité lui communiquera la position de l'Iraq sur les résolutions 707 (1991) et 715 (1991).

-----